

Brochure n° 3272

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1760. – JARDINERIES ET GRAINETERIES**

**ACCORD DU 3 FÉVRIER 2016**

**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> MARS 2016**

NOR : ASET1650383M

IDCC : 1760

Entre :

La FNMJ,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT ;

La FGTA FO ;

La FNECS CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Grille des salaires applicable au 1<sup>er</sup> mars 2016, base 151,67 heures*

*(En euros.)*

COEFFICIENT hiérarchique	POSTE	VALEUR du point	SALAIRE mensuel	TAUX horaire
155	Manutentionnaire en jardinerie-graineterie Agent administratif 1 <sup>er</sup> échelon	9,48	1 469,68	9,69
160	Employé(e) de jardinerie Vendeur(se) 1 <sup>er</sup> échelon Hôte-hôtesse de caisse 1 <sup>er</sup> échelon et/ou hôte-hôtesse d'accueil 1 <sup>er</sup> échelon Réceptionnaire	9,25	1 480,30	9,76
165	Agent administratif 2 <sup>e</sup> échelon	9,02	1 487,88	9,81
170	Vendeur(se) 2 <sup>e</sup> échelon Hôte-hôtesse de caisse 2 <sup>e</sup> échelon et/ou hôte-hôtesse d'accueil 2 <sup>e</sup> échelon	8,80	1 495,47	9,86

COEFFICIENT hiérarchique	POSTE	VALEUR du point	SALAIRE mensuel	TAUX horaire
175	Secrétaire	8,59	1 503,05	9,91
180	Vendeur confirmé Comptable	8,44	1 519,73	10,02
185	Gestionnaire de rayon	8,38	1 550,07	10,22
190	Responsable de rayons	8,40	1 595,57	10,52
200	Responsable de secteur	8,33	1 666,85	10,99
220	Adjoint de direction	8,31	1 829,14	12,06
260	Responsable de point de vente	8,38	2 177,98	14,36
350	Directeur	8,42	2 945,43	19,42
400	Directeur régional	8,41	3 365,56	22,19

## Article 2

### *Majoration pour travail effectué le dimanche*

La majoration pour travail effectué le dimanche prévue à l'article 5.7 de la convention collective nationale est portée de 25 % à 35 % à compter du 1<sup>er</sup> mars 2016.

Chaque heure de travail effectuée le dimanche donne lieu à une majoration égale à 35 % du taux horaire de base du salarié concerné venant s'ajouter à la rémunération mensuelle.

## Article 3

Les signataires constatent que la définition des différents niveaux de classification telle qu'elle figure dans l'accord respecte le principe d'égalité salariale dans la mesure où elle ne contient pas de critères susceptibles d'induire une différence de rémunération entre les hommes et les femmes mais repose sur des critères liés, d'une part, aux connaissances professionnelles consacrées par un titre, un diplôme ou une pratique professionnelle et, d'autre part, aux capacités professionnelles découlant de l'expérience acquise, de l'autonomie, de la capacité d'initiative, de la technicité, du type d'activité exercée et des responsabilités exercées.

Il est rappelé aux entreprises de la branche qu'une différence de rémunération entre les salariés occupant un emploi similaire doit être justifiée par des raisons objectives et matériellement vérifiables.

## Article 4

Le présent accord entrera en vigueur à compter de son extension.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord.

Le présent accord pourra être dénoncé ou révisé dans les conditions des articles 1.3 et 1.5 de la convention collective nationale.

Fait à Paris, le 3 février 2016.

(Suivent les signatures.)